

Our World Is Not For Sale. Stop Corporate Globalization.

À:

Messieurs les Ministres du Commerce et Messieurs les Ministres de l'Agriculture

Cc:

Ban Ki-moon, Secrétaire général, United Nations

Jacque Diouf, Directeur général, FAO

Monsieur Pascal Lamy, Directeur général de l'OMC

Monsieur Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du Fonds monétaire international

Monsieur Angel Gurría, Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Le cycle de négociations de Doha de l'OMC ne résoudra pas la crise alimentaire mondiale – Il est temps de trouver de vraies solutions

Messieurs les Ministres,

Le système alimentaire mondial est en crise. Des millions de personnes n'ont plus les moyens ou la possibilité d'accéder aux aliments qu'il leur faut, de sorte que la famine et la malnutrition s'aggravent dans le monde. Les gouvernements doivent faire quelque chose, et tout de suite. Mais la réponse au problème ne réside pas dans plus de dérégulation de la production et du commerce de produits alimentaires. Nous, organisations non gouvernementales et mouvements sociaux, nous vous exhortons à rejeter les affirmations des leaders de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui prônent la conclusion du Cycle de Doha comme solution à la crise actuelle.¹

Nous sommes persuadés que, tel qu'il est prévu, le Cycle de Doha va *aggraver* cette crise en rendant les prix des produits alimentaires plus volatiles, en rendant les pays en développement plus dépendants des importations et en renforçant le pouvoir des multinationales de l'agro-industrie dans les marchés alimentaires et agricoles. Les pays en développement risquent fort de perdre davantage d'espace politique dans leur secteur agricole, et cela limiterait leur capacité de faire face à la crise actuelle et d'améliorer le niveau de vie des petits producteurs.

L'incapacité de contrôler la crise alimentaire illustre l'échec de trois décennies de dérégulation des marchés agricoles. Il faut un système commercial fondé sur un modèle différent, qui mette le développement, l'emploi et la sécurité alimentaires au centre des objectifs à atteindre. Nous demandons des solutions réelles, qui stabilisent la production et la distribution des produits alimentaires de manière à répondre à la demande mondiale de nourriture saine, en quantité suffisante et à un prix abordable. Les gouvernements doivent commencer à considérer les défis qui se posent à l'agriculture avec une vision de long terme. Le récent rapport de l'Évaluation internationale des sciences et technologies agricoles au service du développement (IAASTD) adopté par 57 pays, souligne

que, si l'agriculture moderne a permis d'accroître considérablement la production alimentaire, les bénéfices ont été partagés de façon inégale et ont été obtenus à un prix de plus en plus intolérable pour les petits agriculteurs, les travailleurs, les communautés rurales et l'environnement. Il faut soutenir un modèle différent d'agriculture, qui permette de répondre durablement aux besoins d'une population de plus en plus nombreuse.

Le Cycle de Doha de l'OMC et les accords commerciaux bilatéraux et régionaux qui sont en cours de négociation ne vont pas résoudre la crise alimentaire, pour les raisons suivantes:

1. Les accords commerciaux multilatéraux, bilatéraux et régionaux imposent une libéralisation systématique qui aggrave l'instabilité des prix des produits alimentaires. Cela accroît la dépendance vis-à-vis des marchés internationaux et diminue l'investissement dans la production vivrière locale. La libéralisation du commerce a érodé la capacité de pays en développement de subvenir à leurs besoins alimentaires, comme par exemple le Mexique, le Bangladesh, l'Indonésie ou le Mali. Par suite de l'élimination des barrières douanières, des pays en développement tels que le Ghana, le Kenya, les Philippines, la Jamaïque ou le Honduras, ont subi le dumping de produits fortement subventionnés qui ont porté atteinte à la production alimentaire locale.

Ainsi, les pays en développement sont passés du statut d'exportateurs nets de produits alimentaires au statut d'importateurs nets.² Deux tiers des pays en développement sont importateurs nets de denrées alimentaires et extrêmement vulnérables à la volatilité des prix internationaux. Les propositions faites dans le cadre du Cycle de Doha vont accroître la dépendance des pays vis-à-vis des importations et réduire encore plus leur capacité de nourrir leur propre population.

2. Des prix alimentaires élevés apportent d'énormes bénéfices aux agro-industries transnationales et aux cartels de produits de base qui contrôlent le commerce dans les secteurs alimentaire et agricole. L'un des principaux protagonistes du commerce mondial de céréales, Cargill, a annoncé en avril 2008, en pleine crise alimentaire mondiale, que ses profits avaient augmenté de 86% et atteint 1,03 milliards de dollars pour le trimestre écoulé.³ Pour le dernier trimestre 2007, Bunge a vu ses profits augmenter de 77% par rapport à la même période de l'année précédente.⁴ Le Cycle de Doha va fortifier la position des sociétés transnationales dans les marchés agricoles, qui prospèrent grâce à la dérégulation commerciale.

3. Les négociations de Doha ne s'attaquent pas aux principaux problèmes auxquels se heurte le système alimentaire mondial : le changement climatique, la diminution des ressources naturelles, le quadruplement du prix du pétrole, l'absence de concurrence sur les marchés internationaux de produits de base, la spéculation financière et l'expansion rapide de la production non durable d'agrocarburants.

Nous sommes d'avis que, pour résoudre la crise alimentaire, les mesures suivantes doivent être prises:

1. Les gouvernements et les communautés doivent disposer d'une série d'outils qui leur permettent de mettre en place des systèmes alimentaires et agricoles solides,

susceptibles d'affronter les défis de l'avenir. Pour cela, il faut mettre davantage l'accent sur des politiques favorables à la souveraineté alimentaire, protéger la production locale contre le dumping, entreprendre une réelle réforme agraire et autoriser les instruments commerciaux tels que les quotas et les droits de douane. Certains de ces instruments sont proposés par un groupe de 46 pays en développement – le G33 – aux négociations de l'OMC sur les produits spéciaux et sur le mécanisme de sauvegarde spéciale.

2. La volatilité des prix agricoles doit être combattue au moyen de politiques nationales et de mesures internationales pour éviter les crises alimentaires et pour que les petits producteurs puissent compter sur des revenus stables. Il faut ré-établir des stocks publics bien gérés, car ils sont un moyen important contre l'instabilité des prix et l'insécurité alimentaire. Il faut contrôler la spéculation et éviter que les commerçants et les détaillants fixent des prix extrêmement élevés aux consommateurs. Le Groupe Africain a présenté il y a longtemps à l'OMC une proposition concernant la possibilité pour les pays producteurs de produits de base de passer des accords entre eux pour stabiliser les prix. Cette proposition mérite d'être examinée plus attentivement.

3. Les gouvernements devraient mettre en place des filets de sécurité et des systèmes publics de distribution pour éviter la généralisation de la faim. Ils doivent fournir aux consommateurs les plus pauvres du soutien financier pour qu'ils puissent se nourrir, en y affectant le maximum des ressources disponibles de l'État et de la communauté internationale.

4. Il est nécessaire de réformer le système d'aide alimentaire pour accélérer la capacité de réponse et rendre plus souple la fourniture d'aide alimentaire. Au lieu d'utiliser les excédents de la production agricole comme aide alimentaire « en nature », les donateurs devraient fournir de l'argent aux gouvernements et aux agences d'aide pour qu'ils achètent des aliments produits localement.

5. Les pays en développement ne devraient pas s'engager à libéraliser les services financiers dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (GATS) ou des négociations commerciales bilatérales et régionales, car cela pourrait empêcher l'accès des agriculteurs à des services financiers tels que l'assurance et le crédit.

Nous comptons sur la possibilité de discuter de ces questions avec vous, et de voir surgir des solutions réelles à la crise alimentaire mondiale.

Veillez agréer, Messieurs les Ministres, l'expression de nos salutations distinguées.

Sincerely,

International and Regional Networks

<i>Organization</i>		<i>Presence In</i>
1.	Action Aid International	International
2.	Africa Europe Faith & Justice Network (AEFJN)	Africa and Europe
3.	Africa Trade Network (ATN)	Africa
4.	Asian Peasant Coalition (APC)	Bangladesh, India, Indonesia, Nepal, Malaysia, Mongolia, Pakistan, Philippines and Sri Lanka
5.	A SEED	Europe
6.	ATTAC	Argentina, Austria, Chile, France, Germany, Japan, Morocco, Norway, Spain, Poland, Flanders (Belgium), Hungary, Italy, Switzerland
7.	Caribbean Association for Feminist Research and Action	Jamaica, St. Lucia, Trinidad and Tobago
8.	Consejo de Investigaciones para el Desarrollo de Centroamérica (Council of Research for Development of Central America - CIDECA)	Central America
9.	Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones del Campo (Latin American Coordination of Rural Organizations – CLOC)	Latin America
10.	East and Southern Africa Small Scale Farmers Forum (ESAFF)	Africa
11.	Economic Justice Network (EJN) of the Fellowship of Christian Councils of Southern Africa	Southern Africa
12.	Friends of the Earth International	International
13.	Friends of the Earth	Europe
14.	Fundación América Latina	Latin America
15.	Focus on the Global South	Thailand
16.	Global Network Latin America	Argentina, Bolivia, Brazil, Chile, Colombia, Dominican Republic, Ecuador, Mexico, and Peru

17.	Grupo de Agricultura y Comercio de la Alianza Social Continental (Working Group on Trade and Agriculture of the Hemispheric Social Alliance)	Latin America
18.	International Federation of Organic Agriculture Movements (IFOAM)	International
19.	International Gender and Trade Network	International
20.	International Metalworkers Federation	East and Southern Africa, South and Southeast Asia, Latin America and Caribbean
21.	International Presentation Association of Presentation Sisters	International
22.	International Union of Food Workers	International
23.	La Via Campesina	International
24.	Mesa de Coordinación Latinoamericana de Comercio Justo	Latin America
25.	Oxfam International	International
26.	Pesticide Action Network (PAN)	International
27.	Public Services International	Europe, Asia-Pacific, Inter-Americas, Africa & Arab countries
28.	Red de Acción en Plaguicidas de América Latina (Network on Pesticides, Latin America - RAPAL)	Latin America
29.	Southern and Eastern African Trade Information and Negotiations Institute (SEATINI)	Kenya, Zimbabwe, Uganda
30.	Third World Network	Malaysia, Africa, Geneva, China
31.	The International Movement of Catholic Students Asia Pacific	Asia Pacific
32.	The World Alliance of Reformed Churches	International
33.	UBUNTU	International
34.	Women in Development Europe (WIDE)	Europe
35.	World Young Womens Christian Association	International

National and Sub Regional Networks

<i>Organization</i>		<i>Presence In</i>
36.	Acción Ecológica	Ecuador
37.	ACSUR Las Segovias	Spain
38.	Advocates for Safe Parenthood	St. Lucia
39.	Africa Action	USA
40.	African Forum on Alternatives	Senegal
41.	Agricultural Missions, Inc.	USA
42.	Aitec	France
43.	Alianza Social Continental Capítulo	Peru
44.	Alianza por Litorales Manglares Aguas y Suelos (ALMAS)	Venezuela
45.	Anti Debt Coalition (KUA)	Indonesia
46.	Alliance of Progressive Labor (APL)	Philippines
47.	Nationale des Consommateurs et de l'Environnement du Togo	Togo
48.	Asia Pacific Forum on Women Law and Development (APWLD)	Thailand
49.	Asian Farmers' Association for Sustainable Rural Development (AFA)	Philippines
50.	Artisanal Fishers Association	South Africa
51.	Asociacion Napguana	Panama
52.	Australia Fair Trade and Investment Network (AFTINET)	Australia
53.	Bhartiya Krishak Samaj (National Farmers' Movement – BKS)	India
54.	Bios Iguana A.C. de Colima	Mexico
55.	Brot Fuer De Welt	Germany
56.	Campaign for the Reform of the World Bank (CRBM)	Italy

57.	Canadian Council for International Co-Operation	Canada
58.	Canadian Foodgrains Bank	Canada
59.	Canadian National Farmers Union	Canada
60.	Center for Encounter and Active Non-Violence	Austria
61.	Centre for Civil Society Economic Justice Project (University of KwaZulu-Natal)	South Africa
62.	Center for Women's Studies, Catholic University of Our Lady of the Ascension	Paraguay
63.	Central Unica dos Trabalhadores (National Labor Federation – CUT)	Brazil
64.	Centre du Commerce International pour le Developpement (CECIDE)	Guinee
65.	Centre for Education and Communication (CEC)	India
66.	Centre for Research on Multinational Corporations (SOMO)	The Netherlands
67.	CENTINELA	Venezuela
68.	Centro Cultural Pachakamak Ayni	Ecuador
69.	Centro de Formación Guayana	Venezuela
70.	Centro de Politicas Publicas para el Socialismo (CEPPAS)	Argentina
71.	Centro de Estudios Sobre Tecnologías Apropriadas (Center for the Study of Appropriate Technology)	Argentina
72.	Center for Fair and Alternative Trade Studies	USA
73.	Centre National de Coopération au Développement (CNCD-11.11.11)	Belgium
74.	Christians for Justice and Peace	Colombia
75.	CIDSE	Belgium
76.	French Committee for International Solidarity (CFSI)	France

77.	Central Geral dos Trabalhadores do Brasil (National Workers' Federation – CGTB)	Brazil
78.	Centro de Investigación y Promoción Franciscano y Ecológico (Center for Franciscan and Ecological Investigation and Promotion – CIPFE)	Uruguay
79.	Center of Concern	USA
80.	Citizen for Social Justice and Development	Pakistan
81.	Ciudadanos Por La Integracion	Peru
82.	Coecoceiba-FOE	Costa Rica
83.	Colectivo de Lesbianas Feministas Josefa Camejo	Venezuela
84.	Collectif Stratégies Alimentaires	Belgium
85.	Colectivo Rebelión	Mexico
86.	Comhlamh	Ireland
87.	Comitè de Solidaritat amb els Pobles Indígenes dZ Amèrica	Spain
88.	Committee for Asian Women (CAW)	Thailand
89.	Commission for Filipino Migrant Workers (CFMW)	The Netherlands
90.	Common Frontiers	Canada
91.	Confederation of Labor and Allied Social Services (CLASS)	Philippines
92.	Consumers Association of Penang	Malaysia
93.	Coordinador Consumidores por el Desarrollo	Peru
94.	Coordination Sud, French Platform of Development NGOs	France
95.	Coordination Andhra Pradesh Vyavasaya Vruthidarula Union (APVVU)	India
96.	Corporate Europe Observatory (CEO)	The Netherlands
97.	Daughters of Mumbi Global Resource Center	Kenya
98.	DECA Equipo Pueblo	Mexico

99.	Departamento de Pastoral Social Diócesis de San Carlos de Bariloche	Argentina
100.	Ecologistas en Acción	Spain
101.	Earth Spirituality	USA
102.	Economic Justice Network	South Africa
103.	Economic Justice and Development Organization (EJAD)	Pakistan
104.	Ecoportal.Net	Argentina
105.	El Movimiento Popular y Social Organizado de El Salvador en las Comunidades de Fe y Vida COFEVI y su Pastoral Ecumenica	El Salvador
106.	Enda Tiers Monde	Senegal
107.	Espacio DESC	Mexico
108.	Enginyeria Sense Fronteres-Catalunya	Spain
109.	El Grupo Por Una Agricultura Alternativa Y de Alerta Ante La Transgenesis (Alternative Agriculture and GMO Alert Group - AGALAT)	Panama
110.	Ethical Development Action (EDA) of Cork	Ireland
111.	Fair	Italy
112.	Family Farm Defenders	USA
113.	Farmer Solidarity Project	USA
114.	Federación de Obreros Universitarios	Venezuela
115.	Federación de Sindicato de Profesores Universitarios (FENASINPRES)	Venezuela
116.	Federación de Trabajadores de la Harina (FETRAHARINA)	Venezuela
117.	Federación de Trabajadores de la Industria Gráfica (FETRAIG)	Venezuela
118.	Federación de Trabajadores de Telecomunicaciones (FETRATELECOMUNICACIONES)	Venezuela
119.	Federación de Trabajadores del Sector Eléctrico (FETRAELEC)	Venezuela

120.	Federación de Trabajadores Universitarios (FETRAUVE)	Venezuela
121.	Federación Nacional de Sindicatos de Trabajadores de la Salud (FENASIRTRASALUD)	Venezuela
122.	Federación Nacional de Trabajadores del Sector Público (FENTRASEP)	Venezuela
123.	Federación Regional Única de Trabajadores Campesinos del Altiplano Sur FRUTCAS de Uyuni	Bolivia
124.	Federación Unitaria de Trabajadores de Petroleo y Gas (FUTEP)	Venezuela
125.	Farmer and Nature Net (FNN)	Cambodia
126.	Fondazione Neno Zanchetta	Italy
127.	Food & Water Watch	USA, Europe
128.	FoodSPAN	Ghana
129.	Food First/Institute for Food and Development Policy	USA
130.	Foro "Corriente de Opinion Ciudadana"	Argentina
131.	Frente Democrático Campesino (FDC)	Mexico
132.	Friends of the Earth	Malaysia
133.	Friends of the Earth	England, Wales and Northern Ireland
134.	Fundación de Estudios, Acción, y Participación Social de Ecuador	Ecuador
135.	Fundación Solon	Bolivia
136.	FUNDAMAYA	Guatemala
137.	Galway One World Centre	Ireland
138.	Ghana Trade and Livelihoods Coalition (GTLC)	Ghana
139.	Global Compliance Research Project	Canada
140.	Global Exchange	USA
141.	Global Youth Network for Economic Justice (GLOYONEJ)	Indonesia
142.	Globalization Watch Hiroshima	Japan
143.	Gret	France

144.	Grassroots International	USA
145.	GroundWork, Friends of the Earth	South Africa
146.	Grupo Red de Economía Solidaria del Perú (GRESP)	Peru
147.	Grupo de Estudios Ambientales	Mexico
148.	Hecho en Buenos Aires	Argentina
149.	IBON Foundation, Inc.	Philippines
150.	ILSA	Colombia
151.	Indian Society For Sustainable Agriculture & Rural Development	India
152.	Informationsgruppe Lateinamerika (IGLA)	Austria
153.	Initiative Colibri	Germany
154.	Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP)	USA
155.	Institute for Global Justice (IGJ)	Indonesia
156.	Instituto de Regeneración Ecológica	Ecuador
157.	International Forum on Globalization	USA
158.	International Grail Justice in Trade Network	Australia
159.	Japan Family Farmers Movement (NOUMINREN)	Japan
160.	Justice and Witness Ministries, United Church of Christ	USA
161.	KAIROS: Canadian Ecumenical Justice Initiatives	Canada
162.	Kentucky Interfaith Taskforce on Latin America and the Caribbean	USA
163.	Kilusang Magbubukid ng Pilipinas (KMP)	Philippines
164.	La Coordinadora Simón Bolívar	Venezuela
165.	La Unidad Ecológica Salvadoreña (UNES)	El Salvador
166.	La Articulación Nacional Campesina	Dominican Republic

167.	Labour, Health, and Human Rights Development Centre	Nigeria
168.	La'o Hamutuk (Timor-Leste Institute for Development Monitoring and Analysis)	Timor-Leste
169.	Latin American Solidarity Centre	Ireland
170.	Legal Defense and Education for Women "Vereda Themis"	Mexico
171.	Llamado Mundial a la Acción contra la Pobreza	Peru
172.	Malawi Health Equity Network	Malawi
173.	MASIPAG	Philippines
174.	Marcha Mundial de Mujeres	Argentina
175.	Marcha Mundial de las Mujeres	Peru
176.	Mesa Global de Guatemala	Guatemala
177.	Mennonite Central Committee	Canada
178.	Movement for Land and Agricultural Reform (MONLAR)	Sri Lanka
179.	Movimiento De Trabajadores Alfredo Maneiro	Venezuela
180.	Movimiento Por La Autonomia Sindical	Venezuela
181.	Mujeres Trabajando	Argentina
182.	Mujeres para el Diálogo (MpD)	Mexico
183.	Marcha Mundial de las Mujeres (MMM)	Mexico
184.	National Agricultural Workers Forum (NAWF)	India
185.	National Alliance of People's Movements	India
186.	National Network of Agrarian Reform Advocates	Philippines
187.	OEBV-Via Campesina	Austria
188.	Movimiento de Agricultura Orgánica Costarricense (Costa Rican Organic Agricultural Movement – MAOCO)	Costa Rica

189.	Poverty Eliminationa and Community Education Foundation (PEACE FOUNDATION)	Bangladesh
190.	Peoples' Network against Liberalization of Agriculture (PUMALAG)	Philippines
191.	Planeta Paz	Colombia
192.	Plataforma Argentina del GCAP	Argentina
193.	Plataforma de Solidaridad con Chiapas, Oaxaca y Guatemala de Madrid	Spain
194.	Platform Aarde Boer Consument (Earth Farmer Consumer)	The Netherlands
195.	Polaris Institute	Canada
196.	Public Citizen's Global Trade Watch	USA
197.	Presentation Justice Network	Ireland
198.	RALLT	Ecuador
199.	Red de Organizaciones Sociales	Paraguay
200.	Red de Semillas "Resembrando e Intercambiando"	Spain
201.	Red Mexicana de Accion frente al Libre Comercio (Mexican Action Network on Free Trade - RMALC)	Mexico
202.	Red Peruana de Comercio Justo y Consumo Ético (Peruvian Network of Fair Trade and Ethical Consumption)	Peru
203.	Red Sinti Techan	El Salvador
204.	Rede Social de Justiça e Direitos Humanos	Brazil
205.	Red Nacional Género y Economía (REDGE)	Mexico
206.	Resistance and Solidarity against Agrochem TNCs (RESIST)	Philippines
207.	Rural Women's NGO	Kyrgyzstan
208.	Sandigan Samahang Magsasaka (SASAMAG)	Philippines
209.	SETEM	Spain
210.	Social Enterprise Development Foundation of West Africa (SEND)	Ghana

211.	Sindicato Nacional Fuerza Unitaria Magisterial (SINAFUM)	Venezuela
212.	Sindicato Unitario De La Construcción (SUTAC)	Venezuela
213.	Social Development Network	Kenya
214.	SOS Faim – Agir avec le Sud	Belgium
215.	SOS Faim - Action for Development	Luxembourg
216.	South Asian Network for Social and Agricultural Development (SANSAD)	India
217.	Southeast Asian Council For Food Security and Fair Trade (SEACON)	South Asia
218.	Spire, the Development Fund Youth Group	Norway
219.	St. Lucia National Organization of Women	St. Lucia
220.	Sugar Workers Solidarity Network	Philippines
221.	Taller Ecologista	Argentina
222.	Tanggol Magsasaka	Philippines
223.	The Cornucopia Institute	USA
224.	The Development Fund	Norway
225.	The National Confederation Of Officers Associations (NCOA)	India
226.	The National Union of Students of the Philippines (NUSP)	Philippines
227.	The Oakland Institute	USA
228.	The Trade Collective	South Africa
229.	Tierra Viva	Bolivia
230.	Trade Watch	Italy
231.	Transnational Institute	The Netherlands
232.	Trócaire	Ireland
233.	Union De Comunidades Indigenas De La Zonanorte Del Istmo (Community Union of Indigenous of the Northern Zone of the Isthmus – Ucizoni)	Mexico
234.	Veterinarios Sin Fronteras	Spain

235.	Voice	Bangladesh
236.	Vredeseilanden	Belgium
237.	Washington Biotechnology Action Council	USA
238.	War on Want	United Kingdom
239.	Welfare Association for the Rights of Bangladeshi Emigrants (WARBE)	Bangladesh
240.	Womyn's Agenda for Change (WAC)	Cambodia
241.	World Development Movement	United Kingdom
242.	World View	The Gambia
243.	X minus Y Solidarity Fund	The Netherlands

¹ Le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, a dit au Conseil général et au Comité des négociations commerciales (CNC) que «nous sommes tous témoins des turbulences financières que nous traversons et des augmentations des prix de l'énergie et des produits alimentaires qui touchent gravement nombre de vos pays. Alors que l'économie mondiale traverse une passe difficile, l'aboutissement du Cycle de Doha peut offrir un point d'ancrage solide». M. Lamy a argumenté que l'expansion continue du commerce multilatéral est une police d'assurance contre les instabilités du marché et les turbulences financières. Le président de la Banque mondiale et ancien représentant de U.S. Trade, Robert Zoellick, a dit dans un discours prononcé au Center for Global Development que, pour résoudre la crise alimentaire, l'essentiel est de «sortir de l'impasse dans laquelle se trouve le Programme de développement de Doha». Il a dit: «Un système de commerce agricole mondial plus équitable et plus ouvert offrira davantage d'opportunités aux agriculteurs africains et à ceux d'autres pays en développement de développer leur production, et leur donnera la confiance nécessaire à cette fin». De même, Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du FMI, a écrit dans le Financial Times: «mener à bien le cycle de Doha serait d'une aide capitale dans la mesure où cela réduirait les barrières douanières et les distorsions de concurrence et où cela favoriserait le commerce agricole». Finalement, le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, a écrit dans l'International Herald Tribune: «Les gouvernements sont confrontés à l'affaiblissement des économies et à la flambée des prix alimentaires. Tandis que les manifestations de compassion se multiplient, une action importante et immédiate pour aider à résoudre la crise consisterait à adopter un nouvel accord commercial multilatéral».

- http://www.wto.org/french/news_f/news08_f/gc_chair_tnc_7may08_f.htm
- http://www.wto.org/french/news_f/news08_f/tnc_17apr08_f.htm
- http://www.wto.org/french/news_f/sppl_f/sppl88_f.htm
- http://www.wto.org/french/news_f/sppl_f/sppl85_f.htm
- <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/NEWS/0,,contentMDK:21711307~pagePK:34370~piPK:42770~theSitePK:4607,00.html>
- A global approach is required to tackle high food prices, Dominique Strauss-Kahn, 21 avril 2008
- Trade Agreement Needed Now, Angel Gurría, International Herald Tribune, 25 avril 2008.

² Les pays en développement sont passés d'une balance excédentaire de 1,9 milliard de dollars dans les années 70 à un déficit de 17,6 milliards en 2000 et de 9,3 milliards en 2004. Sauf dans le cas du Brésil, les chiffres sont encore plus frappants: le surplus commercial de produits alimentaires, qui était de 1,6 milliards de dollars, s'est transformé en un déficit de 26,1 milliards en 2004. Les importations de céréales des pays à faible revenus ont atteint 38 milliards de dollars en 2007. Les projections de la FAO montrent que le déficit commercial de produits alimentaires des pays en développement pourrait grimper à plus de 50 milliards de dollars d'ici 2030.

³ Cité par The Star Tribune.

⁴ Crise alimentaire : le commerce de la faim, Grain, avril 2008.
